



AMERIQUE/HAITI - Entretien avec S.Em. le Cardinal Chibly Langlois, Archevêque des Cayes, « une présence de ce petit pays face au monde »

Rome (Agence Fides) – Il s'agit du plus jeune Cardinal créé lors du Consistoire qui vient d'avoir lieu et du premier Cardinal haïtien. S.Em. le Cardinal Chibly Langlois, Archevêque des Cayes, 55 ans, exprime, dans un entretien accordé à l'Agence Fides, ses sentiments et décrit l'action de l'Eglise locale.

« Avant tout, je désire remercier de cette possibilité qui m'est offerte d'exprimer la voix de l'Eglise d'Haïti – déclare à Fides le Cardinal Langlois. Ce pays a une grande foi. En tant qu'Eglise, nous sommes reconnaissant au Pape pour avoir nommé un Cardinal d'Haïti parce que cela est très significatif. Il s'agit d'une présence face au monde de ce petit pays. A Haïti, il existe une Eglise qui vit constamment l'évangélisation, dans la droite ligne de ce que font les Evêques d'Amérique latine, c'est-à-dire en accordant la priorité à la Pastorale, en vivant aux côtés des préoccupations des plus pauvres, comme le Pape François l'a déclaré à de nombreuses reprises. Nous avons également cette autre préoccupation : impliquer tout un chacun dans l'engagement en faveur de l'évangélisation : les jeunes, les prêtres, les Evêques, les religieux, les familles, la communauté des fidèles : nous devons tous partager cette vision pastorale ».

Haïti est le pays le plus pauvre d'Amérique latine, dévasté par le séisme de janvier 2010 qui a laissé des blessures encore ouvertes, s'accompagnant d'une situation de crise politique qui paralyse la nation et dont seule la médiation de l'Eglise, en la personne de Mgr Langlois, permet d'espérer de sortir (voir Fides 18/02/2014).

« L'Eglise d'Haïti se sent également responsable de la situation dans laquelle vit la population, une situation économique face à laquelle nous ne pouvons pas demeurer indifférents – poursuit le Cardinal. Il y a une chose très importante à relever dans le domaine social : l'Eglise accompagne les protagonistes politiques afin de réussir à construire un dialogue entre toutes les parties et de résoudre les problèmes de notre société. Nous devons partager la responsabilité de résoudre la situation politique que vit notre pays, la crise que vit le pays, et ceci ne sera possible que par le dialogue. La Conférence épiscopale a proposé de jouer le rôle de médiateur dans cette crise et nous espérons que, par le dialogue, il sera possible d'aller de l'avant. Maintenant, il ne manque plus que la signature de l'accord pour sortir de la crise. En cela, l'Eglise a donc un rôle social bien défini ». (CE) (Agence Fides 25/02/2014)